

1-Situation Géographique :

Le **Cameroun** est un pays d'Afrique centrale et occidentale situé au creux du golfe de Guinée. Il partage des frontières avec le **Nigéria** à l'ouest, le **Tchad** au nord, la **République centrafricaine** à l'est, le **Gabon**, la **Guinée équatoriale** et le **Congo** au sud. Ancienne colonie allemande, le Cameroun a ensuite été placée pour moitié sous domination anglaise (partie ouest), et française (partie est) et est aujourd'hui membre de droit de l'**Organisation internationale de la Francophonie**, ainsi que du **Commonwealth britannique**.



2-Le Pays en Bref :

- Nom complet** : République du Cameroun
- **Nom propre** : Cameroun
- Continent** : Afrique
- Sous-continent** : Afrique Sub-saharienne
- Population** : 23 799 022 habitants (2018)
- Superficie** : 475 650 km²
- Principales villes** : Douala (la capitale économique), Yaoundé (la capitale politique), Garoua, Bamenda et Bafoussam.
- Langues officielles** : Français, Anglais

- Monnaie** : Franc CFA (XAF)
- Nature de l'État** : République parlementaire
- Chef de l'État** : Président Paul Biya
- Codes ISO** : CM, CMR
- Religions** : Religions tribales 51% ; Chrétiens 33% (Sud) ; Musulmans 16% (Nord).
- Membre à l'OMC** : Membre de l'OMC depuis le 13 décembre 1995.

3- Indicateurs Economiques :

Avec un emplacement stratégique qui fait du pays une passerelle naturelle vers la région enclavée d'Afrique Centrale (notamment le Tchad, la République Centrafricaine et le nord du Congo), le Cameroun est sans aucun doute un pays influent au sein de la communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale. Cependant, la chute mondiale des prix du pétrole et la faiblesse de la demande ont entraîné un ralentissement économique en 2016-17. En 2018, la croissance du PIB a été estimée à 3,8% (FMI), contre 3,5% en 2017, grâce à la hausse des prix du pétrole et à la vigueur de la demande intérieure. Le PIB devrait augmenter de 4,4% en 2019 et de 4,7% en 2020 (FMI), à la suite du démarrage des infrastructures de production d'énergie et de transport, ainsi que de la hausse des prix mondiaux du pétrole. Bien que l'économie diversifiée du Cameroun reste la plus résistante en Afrique centrale, la faiblesse de sa base de croissance et sa forte exposition aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières sont une source de vulnérabilité. Alors que les recettes pétrolières chutaient et que les finances publiques se détérioraient, la priorité du gouvernement restait l'assainissement budgétaire. En juin 2017, le Cameroun a signé un accord triennal avec le FMI (Extended Credit Facility - ECF) afin de soutenir les efforts du gouvernement visant à rétablir la viabilité extérieure et budgétaire et à jeter les bases d'une croissance durable, inclusive et tirée par le secteur privé. La troisième revue de cet accord ECF a été achevée en décembre 2018 et le FMI a estimé que la performance du Cameroun était globalement satisfaisante. Les réformes structurelles ont progressé, les principales réformes du secteur financier ayant été retardées. En 2018, le déficit budgétaire a continué de diminuer pour atteindre un PIB estimé à 2,6% en 2018, contre 4,9% en 2017 (BAfD). Le Cameroun devrait continuer à réduire son déficit budgétaire en 2019, grâce aux efforts visant à améliorer la perception des revenus non pétroliers, à l'augmentation de la production de GNL et à la réduction des dépenses publiques.

Le solde du compte courant est resté déficitaire, avec un PIB estimé à 3,2% en 2018, contre 2,7% en 2017 (FMI). La politique d'émergence économique du pays a conduit à une dette publique accumulée de 36,9% du PIB en 2018 (FMI), soit trois fois son niveau de 2007. Pour parvenir à l'émergence de l'économie d'ici 2035, le gouvernement a mis en œuvre un programme d'investissements substantiel pour accélérer la croissance, créer des emplois décents et réduire la pauvreté. L'inflation était estimée à 1,0% en 2018, en dessous des 3% requis par la communauté et devrait rester maîtrisée.

Le budget 2019, qui consacre une large part à la sécurité (et aux salaires), reflète l'approche énergique du gouvernement face à la crise. Malgré les performances économiques assez satisfaisantes du pays, la pauvreté touche près de 40% de la population, soit environ 8 millions d'habitants. Parce que le taux de réduction de la pauvreté est en retard sur le taux de croissance de la population, le nombre total de pauvres au Cameroun a augmenté et la pauvreté est devenue de plus en plus concentrée dans le Nord et le Grand Nord (Banque Mondiale). Des groupes de défense des droits de l'homme affirment qu'au moins 160 000 Camerounais ont été déplacés à l'intérieur du pays depuis décembre 2017 et que 20 000 d'entre eux se sont enfuis au Nigéria (Banque Mondiale). Le taux de chômage de la main-d'œuvre totale dans le pays était 4,23% en 2018 selon les estimations du FMI (3,4% selon les données de la Banque Mondiale pour la même année).

Indicateurs de croissance	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)
PIB (milliards USD)	35,00	38,71	38,63	40,62	43,50
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	3,5e	4,1	4,0	4,2	4,5
PIB par habitant (USD)	1.442e	1.556e	1.515	1.554	1.623
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	37,6e	39,1e	40,5	40,5	40,2
Taux d'inflation (%)	0,6	1,1e	2,1	2,2	2,1
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,95	-1,43e	-1,42	-1,42	-1,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-2,7	-3,7e	-3,7	-3,5	-3,3

Source : FMI - World Economic Outlook Database

Note : (e) Donnée estimée

4-Situation Politique du Pays :

Le Cameroun a un système politique multipartiste, mais les deux tiers des sièges au parlement sont détenus par le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC). Les principales forces politiques sont :

- Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) : droite
- Le Front Social Démocratique (SDF) : centre-gauche, principal parti d'opposition, en faveur de la démocratie sociale
- L'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) : anti-communiste
- L'Union Démocratique Camerounaise (UDC)
- L'Union du Peuple Camerounais (UPC) : gauche

Le pouvoir exécutif

Le Président est le chef d'Etat et il détient le pouvoir exécutif. Le président est aussi le chef de l'armée. Il est élu au suffrage universel pour sept ans. Il nomme le Premier Ministre (qui est le chef du gouvernement) et le Conseil des Ministres. Le président a le pouvoir de dissoudre l'Assemblée Nationale et peut déclarer l'état d'urgence par décret, ce qui lui confère des pouvoirs spéciaux.

Le pouvoir législatif

Le pouvoir législatif au Cameroun est bicaméral. L'Assemblée Nationale est composée de 180 députés élus au suffrage universel direct pour un mandat de 5 ans. Le Sénat, créé en avril 2013, est composé de 10 sénateurs représentant chaque région, dont sept sont élus au suffrage universel indirect et trois nommé par le Président. Les droits politiques du peuple camerounais sont très limités.

Les prochaines élections

Présidentielle : octobre 2025

Sénat : 2023

5-Risque Pays :**Le gaz et la construction soutiennent l'activité**

En 2020, la croissance devrait rester solide, portée par les secteurs non-pétroliers. En effet, le déclin de la production de pétrole, consécutif à la faiblesse de l'investissement dans de nouveaux projets depuis 2014 et à l'épuisement des ressources, se poursuivra. Il sera, néanmoins, compensé par la montée en puissance de la production de gaz naturel liquéfié (GNL) à l'unité offshore d'Hili Episeyo au large de Kribi. Le secteur secondaire devrait bénéficier du dynamisme de la construction, grâce aux investissements dans de nombreux projets d'infrastructure, tels que l'extension du port en eaux profondes de Kribi ou la construction de la centrale hydroélectrique de Nachtigal (PPP avec EDF et l'IFC). Les infrastructures de transport, en particulier routier, bénéficieront aussi des investissements réalisés dans l'optique d'organiser la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football en 2021. L'augmentation de la capacité électrique du pays devrait se poursuivre, notamment grâce à la mise en service du barrage hydroélectrique de Lom-Pangar en juin 2019, dynamisant non seulement le secteur de l'énergie, mais aussi les activités manufacturières, de transformation du bois et l'agro-industrie. Cette dernière soutiendra la production agricole, qui bénéficiera aussi des efforts entrepris pour améliorer la productivité du secteur (introduction de variétés à plus hauts rendements, notamment). Cependant, la production de café et de cacao, principalement localisée dans les régions anglophones, devrait continuer à pâtir de la crise politique persistante. Les effets de celle-ci devraient aussi se faire ressentir sur l'activité industrielle, presque à l'arrêt dans ces régions. Les secteurs de services, devraient se montrer dynamiques en 2020 (en particulier en ce qui concerne les services financiers et bancaires).

Difficultés budgétaires persistantes

La consolidation des comptes publics devrait se poursuivre, dans le cadre de la Facilité étendue de crédit (FEC) de 2 % du PIB sur trois ans accordée par le FMI mi-2017. Alors que les recettes pétrolières poursuivront leur déclin, les recettes non pétrolières progresseront grâce à l'augmentation des recettes liées au GNL et à des réformes visant à supprimer les niches fiscales, notamment via la réduction des exemptions de TVA (1,7 % du PIB). Les dépenses sécuritaires liées, notamment, au conflit en cours dans les régions anglophones, continueront néanmoins d'exercer des pressions sur le budget. Le recours à l'endettement extérieur non concessionnel pour financer certains projets a dégradé le profil de risque de la dette.

Le solde courant ne s'améliorera que marginalement en 2020. La balance commerciale demeurera déficitaire, malgré des exportations de GNL et de bois dynamiques, en raison d'importations massives de biens d'équipement et de services, nécessaires à la réalisation des projets. Les exportations agricoles pâtiront du recul de la production dans les régions anglophones. De plus, la fermeture de l'unique raffinerie du pays (SONARA), suite à un incendie en juin, contraint le pays à augmenter ses importations de carburant jusqu'à la récupération de la capacité opérationnelle. Les flux d'IDE (2 % du PIB), malgré leur augmentation pour financer les projets d'infrastructures, notamment au titre des partenariats public-privé, ne seront pas suffisants pour financer le déficit courant, et le pays devra avoir recours à l'endettement. Outre le soutien du FMI via la FEC, les emprunts seraient principalement contractés auprès de bailleurs de fonds multilatéraux.

Le « Sphinx d'Etoudi » face au défi de la crise anglophone

Au pouvoir depuis 1982, Paul Biya a été reconduit, à 86 ans, pour un septième mandat consécutif, avec plus de 71 % des voix, lors des élections présidentielles d'octobre 2018. Les accusations de fraude et les contestations du résultat n'ont pas ébranlé la domination de celui qui est surnommé le « Sphinx d'Etoudi » pour la rareté de sa parole. Néanmoins, la chute de 14 points du taux de participation (54 %) par rapport à celle de 2011 témoigne du morcellement croissant du pays : les régions anglophones (Sud-Ouest, Nord-Ouest) étant marquées par une abstention de 90 %. Ce faible engagement est le résultat d'une dégradation de la situation politique et sécuritaire dans ces régions depuis la fin de l'année 2016. Les affrontements entre l'armée et les séparatistes se sont intensifiés en 2018 et ont poussé plus de 530 000 personnes à l'exil. Les violations des droits de l'Homme commises par l'armée sont décriées de manière croissante par la communauté internationale et ont motivé le retrait du Cameroun du régime de l'AGOA par les États-Unis en novembre 2019, envoyant un message politique fort. La stabilité souffre également de l'activité du groupe islamiste terroriste Boko Haram dans l'extrême-Nord. Les prochaines élections législatives, initialement prévues en novembre 2019, ont été repoussées à 2020 en raison du climat de tensions. Le parti au pouvoir, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), devrait conserver la majorité, mais pourrait perdre du terrain face au mécontentement général, que le « grand dialogue national », organisé par le président fin septembre 2019, n'aura pas réussi à calmer. Maurice Kamto, principal opposant au pouvoir, emprisonné depuis sa participation à une marche contre le résultat de l'élection présidentielle, a été libéré dans un espoir d'apaisement.

Le climat des affaires souffre d'un environnement institutionnel et réglementaire complexe, comme en témoigne son 167e rang (sur 190 pays) dans le classement Doing Business 2020, et de la prévalence de la corruption.

6-Les Principaux Secteurs Economiques :

Le Cameroun est doté de riches ressources naturelles et reste l'un des principaux producteurs mondiaux de certains produits alimentaires, à savoir le cacao, le café, les bananes, les produits à base de palme, le tabac, le caoutchouc, le coton, le maïs et le manioc. Le secteur primaire contribue à plus de 14% du PIB et emploie près de 62% de la population active (Banque Mondiale). Avant le développement du commerce du pétrole (qui représentait à lui seul plus de 8% du PIB), l'agriculture était le pilier économique du pays. La production de café et de cacao, qui est concentrée dans les régions anglophones, souffre de l'instabilité politique dans la région. La pêche et la foresterie sont deux des activités importantes supplémentaires du pays. Le pays possède des essences de bois de grande valeur. Outre le pétrole et le gaz, les ressources du Cameroun comprennent le minerai de bauxite et le fer. La production de GNL devrait compenser la baisse progressive de la production de pétrole brut. Le secteur secondaire représente plus du quart du PIB et emploie 9% de la population active. Les principales industries du pays sont la transformation des aliments, la scierie, la fabrication de biens de consommation légers et les textiles .

Le secteur tertiaire représente plus de la moitié du PIB (52%) et emploie environ 30% de la population active. Il bénéficie de l'activité économique créée autour des grands projets énergétiques. Le secteur des services est en plein essor, tiré par les secteurs des télécommunications, du trafic aérien et des transports.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	46,0	14,1	39,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	14,4	25,8	52,7
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	5,1	3,1	4,5

Source : Banque Mondiale

*L'économie en bref

POINTS FORTS :

- Ressources agricoles, pétrolières et minières
- Économie diversifiée, comparée à celle d'autres pays exportateurs de pétrole
- Modernisation des infrastructures en cours
- Appartenance à la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) et à la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC)

POINTS FAIBLES :

- Comptes extérieurs et publics dépendants des hydrocarbures
- Croissance peu « inclusive » et environnement des affaires encore difficile
- Risque politique accru : insécurité dans l'Extrême-Nord du pays et tensions dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest entre la minorité anglophone et le régime (majoritairement francophone)